

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 09/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CEPE DE MARSANNE

Zone Industrielle de Courtine
330 rue Mourelet
84000 Avignon

Références : 20250109-RAP-DAEN0035
Code AIOT : 0006112592

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2024 dans l'établissement CEPE DE MARSANNE implanté Forêt de Marsanne 26740 Marsanne. L'inspection a été annoncée le 02/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEPE DE MARSANNE
- Forêt de Marsanne 26740 Marsanne
- Code AIOT : 0006112592
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le propriétaire de la société du parc éolien (CEPE MARSANNE) est Elios Energy 3 France S.A.S (liée à la société OCTOPUS RENEWABLES (Grande-Bretagne)).

Les caractéristiques du parc sont :

N° du Permis de construire et date : PC2617604M0020 du 29 mars 2006

Mise en Service : le 22 mai 2008

Exploitant : CEPE DE MARSANNE (maintenance : Groupe RES)

Puissance du parc : 12 MW

Fabricant : VESTAS V80/2000

6 éoliennes de 2 MW unitaire

Hauteur de mâts de 67 mètres (moyeu).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Délais
2	Réduction des impacts faune/flore pendant travaux	Arrêté Préfectoral du 06/10/2022, article 3.1.2.	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réduction des impacts faune/flore en amont travaux	Arrêté Préfectoral du 06/10/2022, article 3.1.1.	Sans objet
3	Suivi par un écologue	Arrêté Préfectoral du 06/10/2022, article 3.1.3.1.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le défrichement du projet de renouvellement du parc éolien de Marsanne est désormais terminé. Globalement, le retour de l'inspection est satisfaisant.

L'exploitant a respecté le calendrier écologique associé.

Les emprises du balisage ont également été respectées.

Les arbres qui abritaient des Loirs gris ont fait l'objet d'inspections par caméra thermique et endoscopie. Les cavités étant désormais inoccupées, ce qui était attendu conformément au comportement de cette espèce, les arbres ont pu être abattus sans destruction de spécimen.

Il a été constaté par échantillonnage que des arbres ont effectivement été déplacés en périphérie (arbres favorables au développement des insectes saproxyliques). Il en restait encore quelques-uns à déplacer (rapport attendu par l'inspection du dernier passage de l'écologue).

Des ornières ont été constatées au niveau du chemin menant aux nouvelles éoliennes sud (T4 à T6) et des accumulations d'eau assez modestes (quelques m²) en point bas sur les plates-formes actuelles de la ligne nord.

Il est demandé à l'exploitant de traiter ce sujet sous 3 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réduction des impacts faune/flore en amont travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2022, article 3.1.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Réduction des impacts faune/flore en amont travaux
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise préalablement à l'ouverture de chantier un balisage des emprises strictement nécessaires au projet et des zones sensibles. Les micro-habitats identifiés à proximité des zones d'emprise, comme localisés sur la cartographie en annexe I, sont balisés afin d'éviter leur destruction. Cela concerne 2 arbres autour de l'éolienne T1, 1 arbre autour de l'éolienne T2, 5 arbres autour de l'éolienne T3, 1 arbre autour de l'éolienne T4 et 2 arbres autour des éoliennes T5 et T6. [...]
Constats : L'exploitant a confirmé que concernant les travaux à venir de passage de câble entre la future éolienne 3 et 6, le balisage des arbres concernés (M20 à M29) à l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 6 octobre 2022 sera réalisé ultérieurement par la société EXEN (automne 2025).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réduction des impacts faune/flore pendant travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2022, article 3.1.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Réduction des impacts faune/flore pendant travaux
Prescription contrôlée : <p>Afin de limiter l'impact du projet sur la biodiversité, les travaux impactants comme le défrichement, le déboisement, le décapage, la destruction des fondations, le terrassement des pistes et plate-formes, les tranchées réseaux, le creusement des fondations et le coulage des fondations sont réalisés entre le 1er septembre et le 1er mars. Ces travaux peuvent être réalisés entre le 15 août et le 1er septembre ou entre le 1er mars et le 15 mars sous réserve de l'accord de l'écologue.</p> <p>Tous travaux impactants envisagés en dehors de ces périodes doivent faire l'objet d'une demande anticipée et d'un accord auprès la DREAL Auvergne Rhône-Alpes (pôle préservation des milieux et des espèces).</p> <p>Les travaux de finition des pistes et aménagements (ajout de grave) peuvent avoir lieu toute l'année, une fois le décapage réalisé.</p> <p>Le démontage des éléments des éoliennes et le levage des éléments des éoliennes peuvent être réalisés toute l'année.</p> <p>Les travaux d'entretien des pistes et des plateformes peuvent être réalisés toute l'année sous réserve de l'accord de l'écologue.</p> <p>Pour limiter les dérangements sur les chauves-souris, les travaux de nuit sont interdits.</p> <p>Une vérification de l'absence de fréquentation des micro-habitats de chauve-souris avant l'abatage d'arbres est réalisé. L'écologue bouche les cavités afin d'éviter que les espèces soient présentes lors de la coupe de l'arbre. Si une espèce protégée occupe une cavité, en fonction du diagnostic de la fonctionnalité de la cavité, de la phénologie des espèces concernées, du stade d'avancement de cette phénologie, des mesures appropriées permettant de garantir l'évitement de toute destruction d'individu et la poursuite à terme de la fonction d'habitat le cas échéant sont mises en place.</p> <p>En cas d'envol de poussières significatifs à l'occasion de travaux réalisés en période sèche, les accès sont humidifiés.</p> <p>Les éventuelles ornières créées au niveau des chemins forestiers utilisés par les engins sont rebouchées.</p>
Constats : <p>Depuis la dernière inspection, les travaux se sont tenus dans la bonne période concernant la biodiversité.</p> <p>Dans un compte-rendu du 2 octobre 2024, l'écologue (société EXEN) atteste de la conformité du défrichement à l'emprise balisée pour la ligne nord. Les arbres M5 et M9 ont bien été déplacés en périphérie.</p> <p>Par échantillonnage, l'inspection a pu constater sur le terrain que les arbres M5 et M9 (profitables aux insectes saproxyliques) avaient été effectivement écartés.</p>

Le 16 octobre 2024, l'écologue atteste de la conformité du défrichement au niveau de l'accès à la ligne sud (T4 à T5) et de la plate-forme T4.

Une nouvelle vérification a eu lieu dans les cavités des arbres M32 à M35 qui avaient été identifiés dans les suivis précédents (par caméra thermique et endoscopie). Le rapport précise qu'il n'y avait plus d'occupation de ces derniers par des Loirs gris, ce qui était attendu conformément au comportement de cette espèce. Ils ont été coupés le jour même pour éviter toute destruction de spécimen.

Le 7 novembre 2024, l'écologue atteste de la conformité du défrichement au niveau de l'accès à la ligne sud (T5 à T6) et des plates-formes T5 et T6. Des arbres restent à être abattus toutefois le long de l'accès à T4, T5 et T6. Les arbres M13 et M15 restent à déplacer à l'extérieur des emprises.

Tous ces éléments doivent être contrôlés lors d'un prochain passage de l'écologue (**futur rapport à envoyer à la DREAL**).

Le jour de l'inspection, des ornières sont constatées au niveau du chemin menant aux nouvelles éoliennes sud (T4 à T6).

Suite à la finalisation des travaux, l'exploitant déclare qu'elles ont bien été identifiées et seront bien traitées par rebouchage. L'exploitant précise que la période hivernale n'est pas propice à la colonisation de ces ornières par des espèces animales.

L'inspection a constaté des accumulations d'eau assez modestes (quelques m²) en point bas sur les plates-formes actuelles de la ligne nord. L'exploitant, comme pour les ornières du chemin évoquées ci-dessus, s'est engagé à traiter ces points.

Il est demandé à l'exploitant de traiter ce sujet sous 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Suivi par un écologue

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2022, article 3.1.3.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi par un écologue
Prescription contrôlée : Un écologue est chargé de contrôler la bonne réalisation du chantier et des mesures à mettre en place par des visites de chantier. Des comptes-rendus sont réalisés suite à ces visites et transmis à la DREAL Auvergne Rhône-Alpes (pôle préservation des milieux et des espèces) au plus tard un mois après chaque visite. L'écologue est présent lors des différentes étapes du projet et assure les missions suivantes : 1/ Phase préliminaire : (avant le démarrage des travaux) : rédaction du cahier des prescriptions écologiques à destination des entreprises en charge des travaux, localisation des enjeux à baliser l'année des travaux. 2/ Phase de calage : les journées de calage ont pour but de préciser sur le terrain, avec le ou les responsables de chantier, la localisation des mesures d'atténuation, d'expliquer les raisons ainsi que les moyens à mettre en place pour les mener à bien. 3/ Phase chantier : lors de la phase de travaux, des visites de contrôle sont effectuées pour s'assurer du bon respect des préconisations. Ces visites sont réalisées notamment lors des phases critiques du chantier tels que le terrassement. L'écologue suit la bonne mise en œuvre des mesures d'atténuation d'impacts prévues. Le nombre de visites de chantier est en moyenne de 2 par mois sur la durée du chantier. 4/ Phase post chantier : à la fin du chantier, une visite de contrôle du site est réalisée. En cas de pollution accidentelle ou par un apport conséquent de matières en suspension, le maître d'ouvrage procède à la restauration du milieu et/ou à une renaturation du site touché.
Constats : L'écologue en charge du suivi a réalisé des comptes-rendus qui ont été envoyés à la DREAL. Le détail des comptes-rendus est exposé dans le point de contrôle n°2 du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite